

CONSEIL MUNICIPAL DE MARCELLAZ

Procès-verbal de la

SÉANCE DU 15 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux le quinze septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de MARCELLAZ, dûment convoqué le neuf septembre deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de ses séances à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Luc PATOIS, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 15 **Quorum :** 8

Présents : M. Luc PATOIS, Maire – M. GAVILLET Léon – Mme GRILLET-AUBERT Carole – M. PERRET Alain, Adjoint au Maire – M. BENE Daniel – M. GALLAY Gérard – M. PERILLAT Jacques – Mme MILLERET Valérie – Mme LECOURT Mélanie – Mme DUMONT Aurélie

Excusé(s) ou ayant donné procuration : Mme Annie NAVILLE a donné pouvoir à Luc PATOIS – Mme Sandrine PIQUEREZ a donné pouvoir à Léon GAVILLET – Mme Corinne HECKY a donné pouvoir à Carole GRILLET-AUBERT – M. Anthony LAVERRIERE a donné pouvoir à Valérie MILLERET – M. VALDEVIT Cédric a donné pouvoir à Alain PERRET

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Il a été désigné Alain PERRET

ORDRE DU JOUR :

Approbation du compte-rendu de la dernière séance

Décisions du Maire prises par délégation : renonciation au droit de préemption urbain et devis acceptés

- D2022_06_01** Régularisation foncière route des Perriers acquisition des parcelles B 1961, 1964, 1965, 1966 (ex B1019p et 1380p)
- D2022_06_02** Régularisation foncière route du quart d'Avoz parcelles A 656p2 et 657p2
- D2022_06_03** Acquisition de la voie d'accès à l'opération les Carrés de Gavillet
- D2022_06_04** Avenant au bail à construction passé pour un établissement d'accueil de jeunes enfants
- D2022_06_05** Marché de travaux extension du bâtiment plurifonctionnel – attribution des lots 1, 3, 4, 6, 7, 8 et 9

Le Maire propose d'ajouter un point à l'ordre du jour : **D2022_06_06** Subvention à la coopérative de l'école pour l'année 2022-2023. Cet ajout est accepté à l'unanimité.

Le compte-rendu de la séance du 2 juin 2022 est approuvé.

Décisions du Maire prises par délégation :

Renonciation au droit de préemption urbain :

| Parcelle | Propriétaire | Lieu-dit | Adresse | Bâtie |
|----------------------------|------------------------------|------------|---------------------------|-------|
| B 1957 1956 1954 | KRAFT Jean-Claude et Valérie | Arpigny | 36, route de Findrol | oui |
| B 1275 1278 1816 1819 1821 | SCHNEIDER Loïc et Anne | Marcellaz | 44, route de Bonneville | oui |
| B 1960 1962 | RIBLET Jean-Jacques | Au Perrier | 38, route des Perriers | oui |
| A 1303 | AERNY Laurent | Les Vernes | 778, route de Findrol | oui |
| A 1082 | Indivision PERILLAT | A Quart | 84, route du quart d'Avoz | oui |

Devis acceptés :

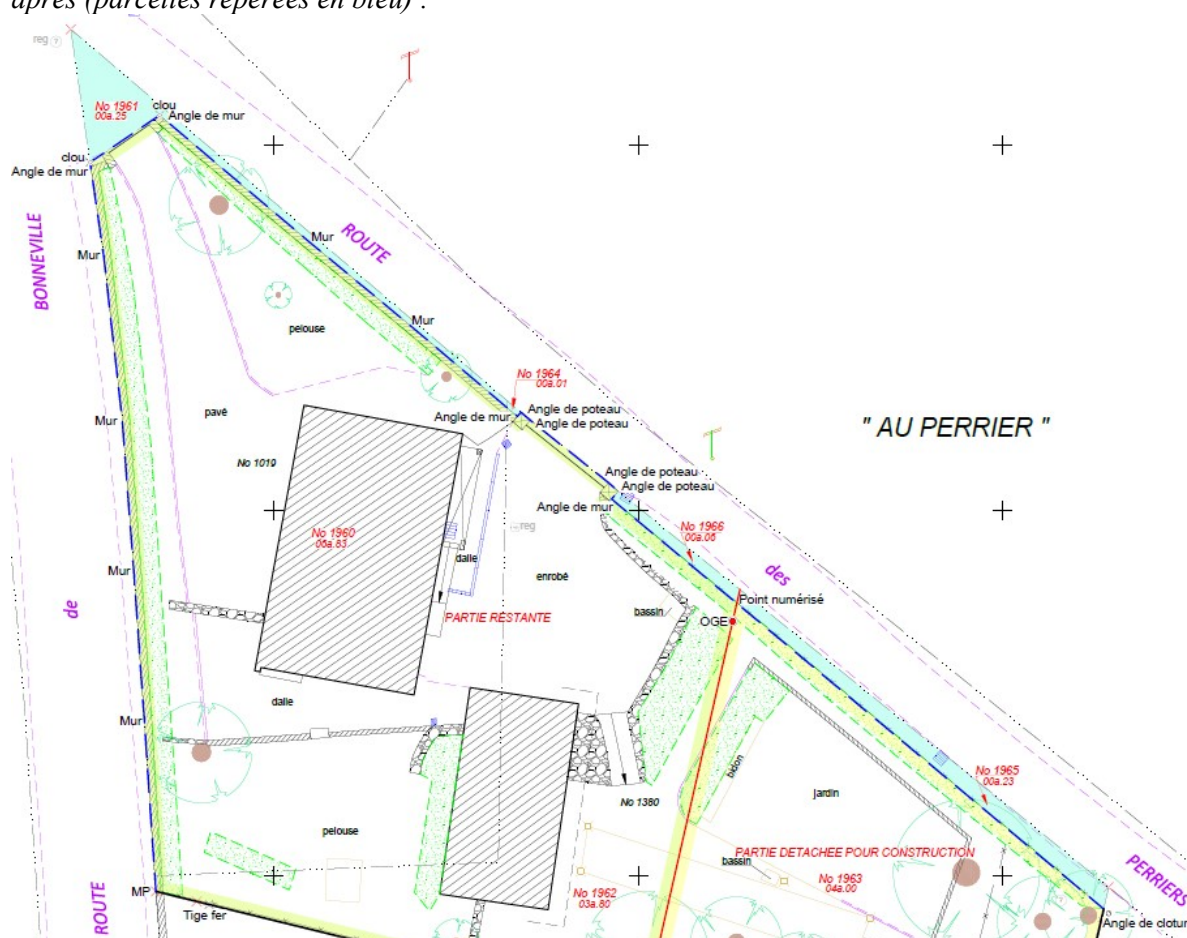
| | | | TTC | HT |
|------------|---|--------------------|-------------|-------------|
| 07/06/2022 | Enceintes portatives | SENS OPPOSE | 2 432.21 € | 2 026.84 € |
| 08/06/2022 | clôture Ecole ST | JACQUET Paysagiste | 13 941.60 € | 11 618.00 € |
| 30/06/2022 | Bicouche impasse des carmes | EIFFAGE | 12 283.20 € | 10 236.00 € |
| 02/08/2022 | potelets parking du centre | GHM ECLATEC | 1 068.37 € | 890.31 € |
| 02/08/2022 | panneaux rétrécissement chaussée | SIGNAUX GIROD | 643.76 € | 536.47 € |
| 18/08/2022 | rideaux côté Nord classe CP | BRI'ART DECOR | 2 105.60 € | 1 754.67 € |
| 02/09/2022 | DA parcelle rétrocession voirie carrés Gavillet | ARPENT'ALP | 960.00 € | 800.00 € |

Cession d'un copieur couleur au SRB pour 500 € (il avait été acquis d'occasion en 2017 et n'est plus couvert par un contrat de maintenance.

| Délibération D2022_06_01 REGULARISATION FONCIERE ROUTE DES PERRIERS ACQUISITION DES PARCELLES B 1961, 1964, 1965, 1966 (ex B1019p et 1380p) | | | | | |
|--|--------------------------|----------------------------|-------------------|---------------------------------|--|
| Nature de la délibération | | 3.1 | | | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | Quorum : 8 | | 1° TOUR DE SCRUTIN | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTIONS : 0 | |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <i>Si scrutin public :</i> | | A(ont) voté contre : | |
| | | | | S'est (se sont) abstenu(e)(s) : | |

SUR le rapport du Maire :

Comme cela a été fait à différents endroits de la Commune, il est proposé d'acquérir des parcelles détachées de la propriété de M. RIBLET pour régulariser l'emprise de la route des Perriers selon le plan ci-après (parcelles repérées en bleu) :



Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition des parcelles B 1961, 1964, 1965 et 1966 d'une superficie totale de 55 m² au prix de 50 €/m², soit un prix total de 2 750 €,
- d'autoriser M. le Maire à signer l'acte correspondant (passé en la forme administrative) ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter et
- de dire que les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le plan de division établi par Yann TOURNANT Géomètre expert en date du 3 juin 2022 présentant quatre parcelles à acquérir par la Commune en vue de l'alignement de la route des Perriers,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré
ADOpte

ART. 1° : I. La Commune décide d'acquérir de M. RIBLET Jean-Jacques les parcelles à MARCELLAZ lieudit « Au Perrier » cadastrées section B sous les numéros 1961, 1964, 1965 et 1966, conformément au plan visé, d'une contenance totale de 55 m².

II. La présente acquisition est consentie à un prix principal fixé à 50 €/m², soit 2 750 €.

ART. 2 : Monsieur le Maire est autorisé à représenter la Commune et à signer l'acte relatif à cette cession pour le compte de celle-ci, ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter.

ART. 3 : Les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

ART. 4 : Les présentes dépenses seront imputées sur les crédits de la section d'investissement du Budget 2022 :

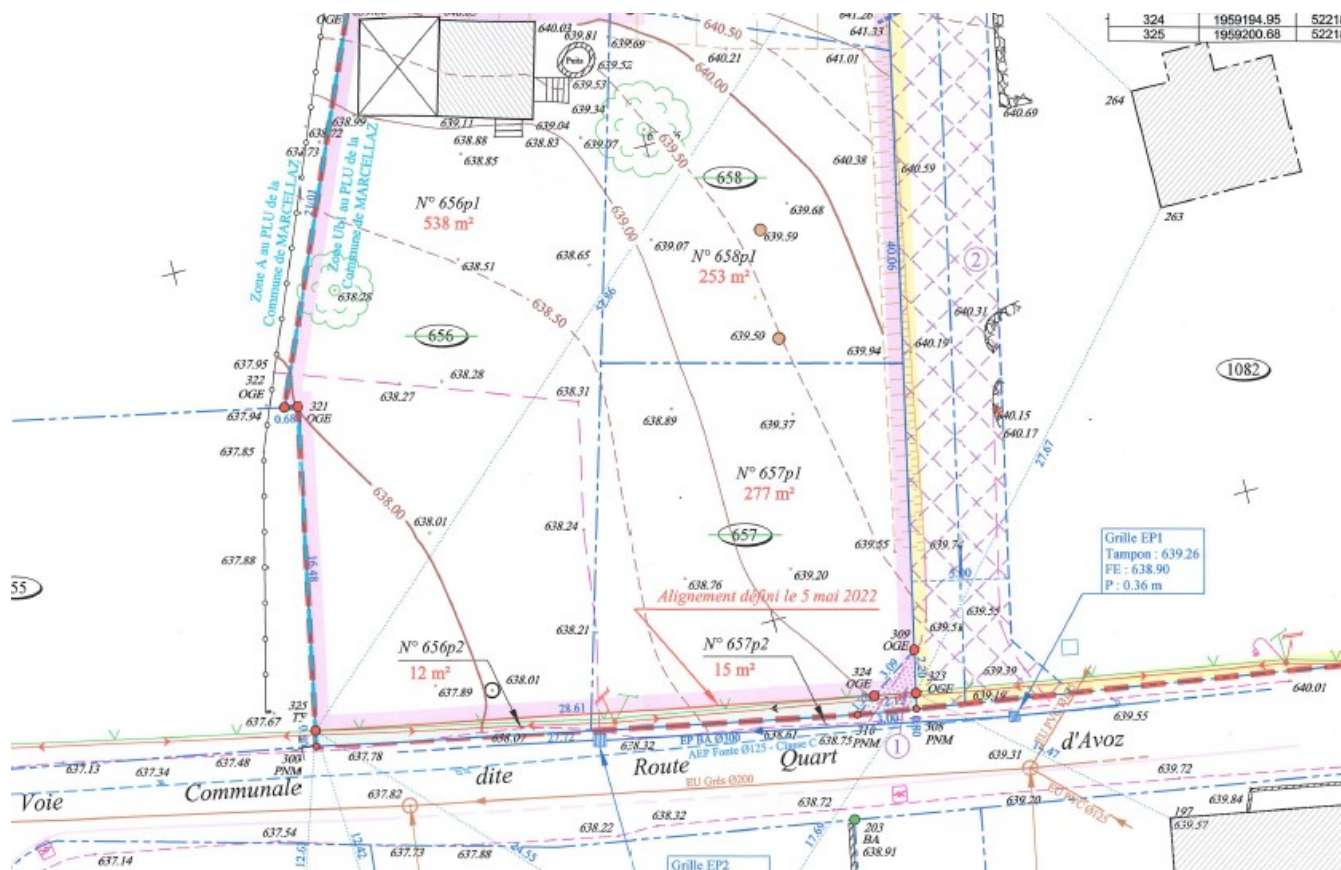
- compte 2112 « terrain de voirie »
- programme permanent n°901 « acquisitions foncières ».

Lesdites parcelles seront référencées à l'Inventaire communal sous le numéro 00476-TERRAIN-2022.

| | | | | | |
|---|--------------------------|----------------------------|--|---------------------------|------------------------|
| Délibération D2022_06_02 REGULARISATION FONCIERE ROUTE DU QUART D'AVOZ ACQUISITION DES PARCELLES A 656p2 ET 657p2 | | | | | |
| Nature de la délibération | | 3.1 | | | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | | | 1° TOUR DE SCRUTIN | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | Quorum : 8 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTIONS : 0 |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <i>Si scrutin public :</i> | <i>A(ont) voté contre :</i> | | |
| | | | <i>S'est (se sont) abstenu(e)(s) :</i> | | |

SUR le rapport du Maire :

Comme cela a été fait à différents endroits de la Commune, il est proposé d'acquérir des parcelles détachées de la propriété des consorts PERILLAT pour régulariser l'emprise de la route du Quart d'Avoz selon le plan ci-après (parcelles repérées en vert) :



Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition des parcelles A 656 p2 et 657p2 d'une superficie totale de 27 m² au prix de 50 €/m², soit un prix total de 1 350 €,
- d'autoriser M. le Maire à signer l'acte correspondant (passé en la forme administrative) ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter et
- de dire que les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le plan de division établi par Jérôme DESJACQUES Géomètre expert en date du 20 juillet 2022 présentant deux parcelles à acquérir par la Commune en vue de l'alignement de la route des Perriers,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré
ADOpte

ART. 1^o : I. La Commune décide d'acquérir des consorts PERILLAT les parcelles à MARCELLAZ lieudit « A Quart d'Avoz » cadastrées section A sous les numéros provisoires 656p2 et 657p2, conformément au plan visé, d'une contenance totale de 27 m².

II. La présente acquisition est consentie à un prix principal fixé à 50 €/m², soit 1 350 €.

ART. 2 : Monsieur le Maire est autorisé à représenter la Commune et à signer l'acte relatif à cette cession pour le compte de celle-ci, ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter.

ART. 3 : Les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

ART. 4 : Les présentes dépenses seront imputées sur les crédits de la section d'investissement du Budget 2022 :

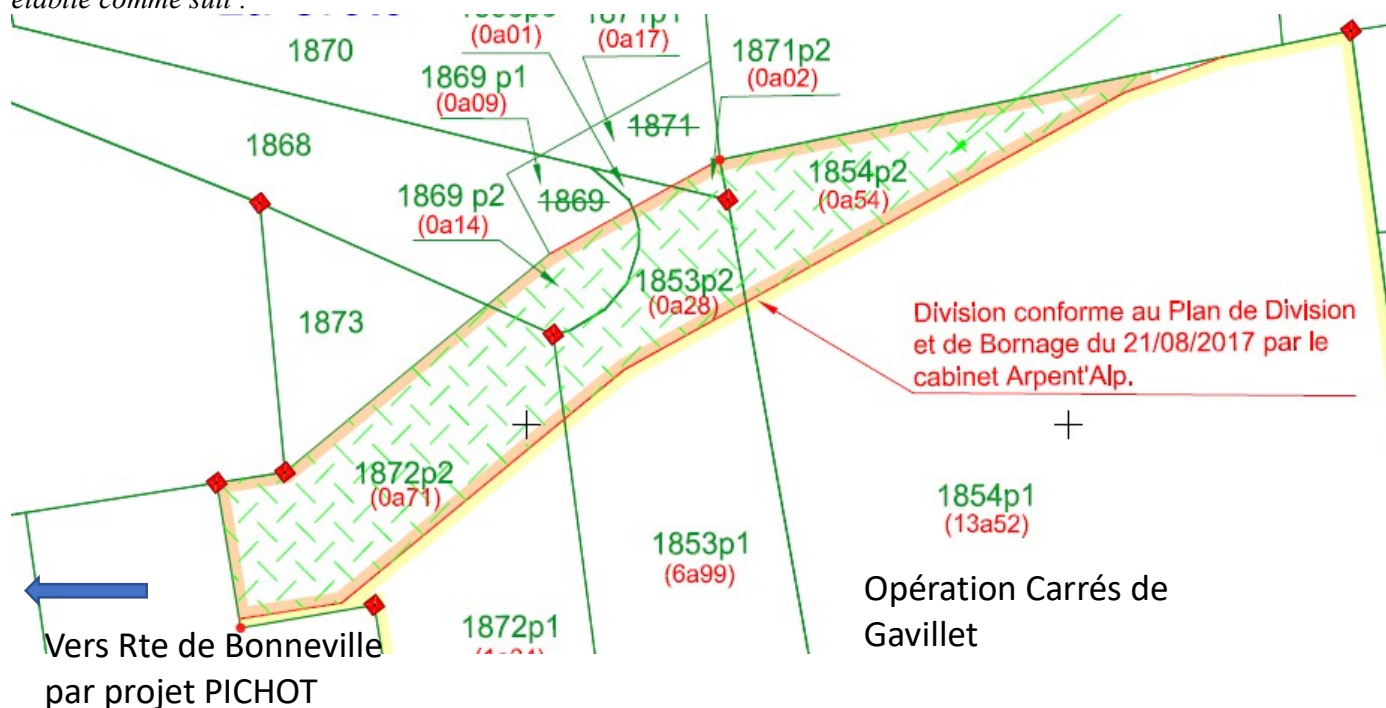
- compte 2112 « terrain de voirie »
- programme permanent n°901 « acquisitions foncières ».

Lesdites parcelles seront référencées à l'Inventaire communal sous le numéro 00477-TERRAIN-2022.

| | | | |
|---|--------------------------|---------------------------------|---|
| Délibération D2022_06_03 ACQUISITION DE LA VOIE D'ACCES A L'OPERATION LES CARRÉS DE GAVILLET | | | |
| Nature de la délibération | | 3.1 | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | 1° TOUR DE SCRUTIN | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | Quorum : 8 | POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTIONS : 0 |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <u>Si scrutin public :</u> | A(ont) voté contre : |
| | | S'est (se sont) abstenu(e)(s) : | |

SUR le rapport du Maire :

Lors de la conception du projet mené par les Carrés de l'habitat (dans le cadre de l'OAP n°2), il avait été négocié une cession gratuite à la Commune de la voie d'accès afin qu'elle devienne communale (Finalement, pour pouvoir être passée en la forme administrative, la cession devra être conclue à l'euro symbolique). La division a été établie comme suit :



Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition des parcelles B 1872p2, 1869p2, 1853p2, 1871p2 et 1854p2 d'une superficie totale de 169 m² au prix total de 1 €,
- d'autoriser M. le Maire à signer l'acte correspondant (passé en la forme administrative) ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter et
- de dire que les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le plan de division établi par Denis BORREL Géomètre expert en date du 14 septembre 2022 présentant cinq parcelles à acquérir par la Commune en vue de l'incorporation de la voie d'accès des Carrés de Gavillet au Domaine public,

CONSIDERANT l'intérêt pour les copropriétaires d'une cession à la Commune de la voirie d'accès afin de se libérer de son entretien il a été convenu que cette cession serait conclue à l'euro symbolique,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré
ADOpte

ART. 1° : I. La Commune consent à acquérir des copropriétaires des Carrés de Gavillet les parcelles à MARCELLAZ lieudit « La Crête » cadastrées section B sous les numéros provisoires 1872p2, 1869p2, 1853p2, 1871p2 et 1854p2, conformément au plan visé, d'une contenance totale de 169 m².

II. La présente acquisition sera conclue au prix forfaitaire de 1 €.

ART. 2 : Monsieur le Maire est autorisé à représenter la Commune et à signer l'acte relatif à cette cession pour le compte de celle-ci, ainsi que toutes les pièces pouvant s'y rapporter.

ART. 3 : Les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

ART. 4 : Les présentes dépenses seront imputées sur les crédits de la section d'investissement du Budget 2022 :

- compte 2112 « terrain de voirie »
- programme permanent n°901 « acquisitions foncières ».

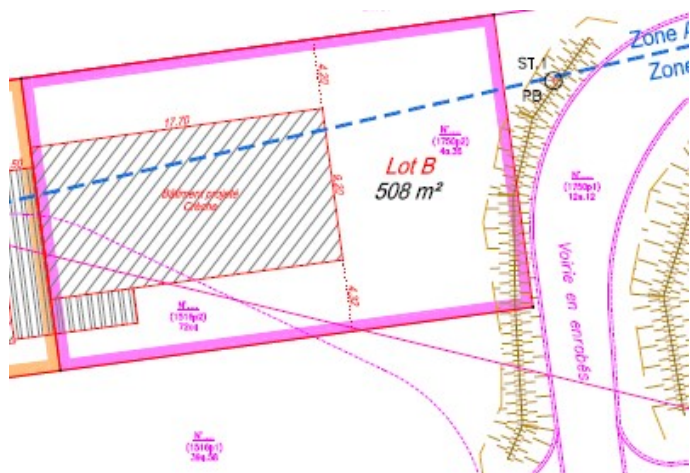
Lesdites parcelles seront référencées à l'Inventaire communal sous le numéro 00475-TERRAIN-2022.

| Délibération D2022_06_04 AVENANT AU BAIL A CONSTRUCTION POUR UN ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS | | | | | |
|---|--------------------------|----------------------------|--|-------------------|------------------------|
| Nature de la délibération | | 3.6 | | | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | 1° TOUR DE SCRUTIN | | | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | Quorum : 8 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTIONS : 0 |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <i>Si scrutin public :</i> | <i>A(ont) voté contre :</i> | | |
| | | | <i>S'est (se sont) abstenu(e)(s) :</i> | | |

SUR le rapport du Maire :

Par délibération n°D2020_02_06 du 27 février 2020 le Conseil municipal a autorisé le Maire à conclure un bail à construction pour un établissement d'accueil de jeunes enfants. Le bail a été signé, mais il est apparu qu'une modification du terrain d'assiette de ce contrat devait être adapté comme suit :

Terrain initial



Terrain modifié



Cette modification du terrain avait déjà été approuvée par le Conseil municipal en septembre 2021, mais la procédure de renumérotation des parcelles n'avait pas pu être menée à terme (car trop proche de la première division). A ce jour les numéros des parcelles actuelles sont régulièrement publiés au cadastre, il devient ainsi possible de modifier le terrain.

C'est pourquoi il est donc proposé au Conseil :

- d'approuver un avenant au bail modifiant le terrain donné à bail à construction comme suit les autres clauses du contrat restant inchangées :

| Parcelles initiales | Nouvelles parcelles |
|--------------------------------|----------------------------------|
| B 1917 pour 70 m ² | B 1917 pour 70 m ² |
| B 1920 pour 438 m ² | B 1920p1 pour 383 m ² |
| ⇒ soit 508 m ² | B 1918p1 pour 47 m ² |
| | B 1921p1 pour 8 m ² |
| | ⇒ soit 508 m ² |

- d'autoriser le Maire, ou son premier adjoint si l'acte est passé en la forme administrative, à le signer et
- de dire que les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,
 VU le code civil,
 VU sa délibération n°D2020_02_06 du 27 février 2020 et le bail à construction en découlant signé le 5 novembre 2020,
 VU le plan de division du 7 juillet 2022 établi par M. COLLOUD, géomètre Expert,
 CONSIDERANT qu'il convient de modifier le terrain d'assiette de ce bail,

Mme Aurélie DUMONT, intéressée à l'affaire, se retire le temps du débat et du vote,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré
ADOpte

ART. 1° : Est approuvé l'avenant au bail à construction passé avec la SCI MARLU modifiant le terrain donné à bail de la façon suivante :

| <i>Parcelles initiales</i> | <i>Nouvelles parcelles</i> |
|--|---|
| B 1917 pour 70 m ² B 1920 pour 438 m ² ⇒ soit 508 m ² | B 1917 pour 70 m ² B 1920p1 pour 383 m ² B 1918p1 pour 47 m ² B 1921p1 pour 8 m ² ⇒ soit 508 m ² |

- Les autres clauses du bail restent inchangées.

ART. 2 : I. M. le Maire, ou son premier adjoint si l'acte est passé en la forme administrative, est autorisé à signer l'avenant au bail à construction dans les conditions décrites ci-dessus.

II. Il lui est donné pouvoir pour toutes décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ART. 3 : Les frais liés à l'établissement de l'acte seront à la charge de la Commune.

| Délibération D2022_06_05 ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR L'EXTENSION DU BÂTIMENT PLURIFONCTIONNEL – LOTS 1, 3, 4, 6, 7, 8 ET 9 | | | | |
|--|--------------------------|----------------------------|---------------------------------|--|
| Nature de la délibération | 1.1.1 | | | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | | 1° TOUR DE SCRUTIN | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | Quorum : 8 | POUR : 15 | CONTRE : 0 ABSTENTIONS : 0 |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <i>Si scrutin public :</i> | A(ont) voté contre : | |
| | | | S'est (se sont) abstenu(e)(s) : | |

SUR le rapport du Maire :

La consultation pour les marchés de travaux d'extension du bâtiment plurifonctionnel a été lancée le 1^{er} juin 2022 pour les 10 lots avec le résultat suivant :

| Nom du candidat | Candidature | Offre | | Décision |
|---------------------------------|------------------|---------------------|-----------------------------------|--|
| | | Prix initial | | |
| <i>Lot 1</i> | | | | <i>1 offre recevable, analyser et négocier</i> |
| <i>ENTREPRISE REVUZ</i> | <i>recevable</i> | <i>120 715.24 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>Lot 2a</i> | | | | <i>infructueux</i> |
| <i>LP CHARPENTE</i> | <i>recevable</i> | <i>31 900.00 €</i> | <i>planning hors délai (2023)</i> | <i>non recevable</i> |
| <i>FAVRAT CONSTRUCTION BOIS</i> | <i>recevable</i> | <i>27 170.97 €</i> | <i>planning hors délai (2023)</i> | <i>non recevable</i> |
| <i>Lot 2b</i> | | | | <i>infructueux</i> |
| <i>LP CHARPENTE</i> | <i>recevable</i> | <i>20 900.00 €</i> | <i>planning hors délai (2023)</i> | <i>non recevable</i> |
| <i>FAVRAT CONSTRUCTION BOIS</i> | <i>recevable</i> | <i>20 712.55 €</i> | <i>planning hors délai (2023)</i> | <i>non recevable</i> |
| <i>Lot 3</i> | | | | <i>3 offres recevables,</i> |

| <i>analyser et négocier</i> | | | | |
|---|------------------|--------------------|--------------------|---|
| <i>I P F</i> | <i>recevable</i> | <i>8 082.91 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>GF FACADES</i> | <i>recevable</i> | <i>7 370.39 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>ENTREPRISE BONGLET</i> | <i>recevable</i> | <i>4 761.47 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>Lot 4</i> | | | | <i>1 offre + 93 % par rapport à l'estimation : infructueux</i> |
| <i>ALU CONCEPT HABITAT</i> | <i>recevable</i> | <i>39 265.37 €</i> | <i>+ 93 %</i> | <i>Négocié, également avec d'autres entreprises pour expliquer l'écart important à l'estimation</i> |
| <i>Lot 5</i> | | | | <i>1 offre vérifier recevabilité et si oui, analyser et négocier</i> |
| <i>ENTREPRISE ANDRE ROUX</i> | <i>recevable</i> | <i>34 675.00 €</i> | | <i>Interrogations techniques : Vérifier que la prestation est conforme à nos attentes</i> |
| <i>Lot 6</i> | | | | <i>5 offres recevables, analyser et négocier</i> |
| <i>COLOR SOFT</i> | <i>recevable</i> | <i>28 794.59 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>SUPER POSE</i> | <i>recevable</i> | <i>42 551.12 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>PONCET CONFORT DECOR</i> | <i>recevable</i> | <i>24 775.06 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>SOLA</i> | <i>recevable</i> | <i>29 189.60 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>ENTREPRISE BONGLET</i> | <i>recevable</i> | <i>24 350.29 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>Lot 7</i> | | | | <i>5 offres recevables, analyser et négocier</i> |
| <i>SAVOISIENNE DE CARRELAGE ET MOQUETTE (SCM)</i> | <i>recevable</i> | <i>5 570.48 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>ARAK CARRELAGE</i> | <i>recevable</i> | <i>5 554.76 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>SAS boyer & fils</i> | <i>recevable</i> | <i>7 103.68 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>ENTREPRISE IMPOCO CATANIA</i> | <i>recevable</i> | <i>7 072.89 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>CRC</i> | <i>recevable</i> | <i>8 807.43 €</i> | <i>recevable</i> | |
| <i>Lot 8</i> | | | | <i>0 offre régulière, infructueux</i> |
| <i>SAS THIEL ROSSAT</i> | <i>recevable</i> | <i>8 576.50 €</i> | <i>irrégulière</i> | <i>Offre présentée incomplète</i> |
| <i>Lot 9</i> | | | | <i>0 offre, infructueux</i> |
| <i>Aucune offre déposée</i> | | | | |

Les lots 1, 3, 6 et 7 ont donc été analysés et négociés à la suite de cette consultation initiale avec les résultats suivants :

| Nom du candidat | Prix | | | Note valeur technique | Note finale | Classement |
|----------------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|-----------------|
| | Prix initial | Prix négocié | Note | | | |
| <i>Lot 1</i> | | | | | | |
| <i>ENTREPRISE REVUZ</i> | <i>120 715.24 €</i> | <i>99 836.27 €</i> | <i>40.00</i> | <i>60.00</i> | <i>100.00</i> | <i>1</i> |
| <i>Lot 3</i> | | | | | | |
| <i>I P F</i> | <i>8 082.91 €</i> | | <i>19.79</i> | <i>60.00</i> | <i>79.79</i> | <i>3</i> |
| <i>GF FACADES</i> | <i>7 370.39 €</i> | | <i>21.71</i> | <i>60.00</i> | <i>81.71</i> | <i>2</i> |
| <i>ENTREPRISE BONGLET</i> | <i>4 761.47 €</i> | <i>4 000.00 €</i> | <i>40.00</i> | <i>60.00</i> | <i>100.00</i> | <i>1</i> |
| <i>Lot 6</i> | | | | | | |
| <i>COLOR SOFT</i> | <i>28 794.59 €</i> | | <i>33.48</i> | <i>46.00</i> | <i>79.48</i> | <i>5</i> |
| <i>SUPER POSE</i> | <i>42 551.12 €</i> | | <i>22.66</i> | <i>60.00</i> | <i>82.66</i> | <i>4</i> |
| <i>PONCET CONFORT DECOR</i> | <i>24 775.06 €</i> | | <i>38.91</i> | <i>60.00</i> | <i>98.91</i> | <i>2</i> |

| | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------|--------------|---------------|----------|
| SOLA | 29 189.60 € | | 33.03 | 60.00 | 93.03 | 3 |
| ENTREPRISE BONGLET | 24 350.29 € | 24 100.29 € | 40.00 | 60.00 | 100.00 | 1 |
| <i>Lot 7</i> | | | | | | |
| SAVOISIENNE DE CARRELAGE ET MOQUETTE (SCM) | 5 570.48 € | 5 500.00 € | 40.00 | 60.00 | 100.00 | 1 |
| ARAK CARRELAGE | 5 554.76 € | | 39.61 | 47.00 | 86.61 | 4 |
| SAS boyer & fils | 7 103.68 € | | 30.97 | 60.00 | 90.97 | 3 |
| ENTREPRISE IMPOCO CATANIA | 7 072.89 € | | 31.10 | 60.00 | 91.10 | 2 |
| CRC | 8 807.43 € | | 24.98 | 60.00 | 84.98 | 5 |

Il est donc proposé pour chacun des lots de retenir l'entreprise classée n°1 (en gras ci-contre) pour le montant correspondant

Pour les lots 4, 8 et 9 :

| Nom du candidat | Prix final | Observation |
|---|--------------------|-------------|
| <i>Lot 4</i> | | |
| <i>Compte tenu de l'écart entre la seule offre reçue et l'estimation (+ 93 %), l'entreprise candidate a été sollicitée pour revoir son prix à la baisse et dans le même temps une autre entreprise a été sollicitée : de qualité technique équivalente, c'est l'entreprise la moins-disante qui est proposée pour attribution.</i> | | |
| ALU CONCEPT HABITAT | 37 302.10 € | |
| MODERN'ALU | 27 030.00 € | |
| <i>Lot 8</i> | | |
| <i>L'offre déposée par l'entreprise Thiel-Rossat était irrégulière car ne répondant pas à toutes les préconisations techniques prévues dans la consultation. Cependant à la lumière des arguments de l'entreprise il s'est avéré que les modifications techniques apportées au cahier des charges étaient opportunes. La proposition a donc été jugée acceptable et il est proposé de conclure le marché ainsi modifié.</i> | | |
| SAS THIEL ROSSAT | 8 576.50 € | |
| <i>Lot 9</i> | | |
| <i>Aucune offre n'ayant été reçue suite à la consultation initiale, une entreprise a été sollicitée. Son offre, techniquement satisfaisante et correspondant à l'estimation faite, est proposée pour attribution.</i> | | |
| PATRICK GROS ELECTRICITE | 13 500.00 € | |

VU le code de la commande publique,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU la consultation publique des entreprises lancée le 1^{er} juin 2022 et les offres reçues en retour,
VU l'analyse des offres et les négociations menées pour les lots fructueux,
VU les consultations complémentaires menées pour les lots infructueux lors de la première consultation,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré
ADOPTE

ART. 1 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 1 : « Terrassement - démolition - Gros œuvre + aménagement extérieur » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise REVUZ pour un montant s'élevant à 99 863,27 € HT.

ART. 2 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 3 : « Façades RPE » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise BONGLET pour un montant s'élevant à 4 000,00 € HT.

ART. 3 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 4 : « Menuiseries extérieures aluminium - Protection solaire » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise MODERN'ALU pour un montant s'élevant à 27 030,00 € HT.

ART. 4 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 6 : « Cloisons - Doublages - Faux plafonds - Peinture » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise BONGLET pour un montant s'élevant à 24 100,29 € HT.

ART. 5 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 7 : « Carrelage - Faïence » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise SAVOISIENNE DE CARRELAGE ET MOQUETTE (SCM) pour un montant s'élevant à 5 500,00 € HT.

ART. 6 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 8 : « Chauffage » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise THIEL-ROSSAT pour un montant s'élevant à 8 576,50 € HT.

ART. 7 : Le marché de travaux pour l'extension du bâtiment plurifonctionnel – Lot 9 : « Électricité » est attribué, selon les termes de sa proposition finale, à l'entreprise PATRICK GROS ÉLECTRICITÉ pour un montant s'élevant à 13 500,00 € HT.

ART. 8 : Les présentes dépenses seront imputées sur les crédits de la section d'investissement du Budget 2022 :
– compte 2135
– programme n°139 « Extension du bâtiment plurifonctionnel ».
Les présents travaux sont référencés à l'Inventaire communal sous le numéro 00443-TRAVAUX-2021.

ART. 9 : Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché et toutes les pièces nécessaires à son exécution.

| | | | | | |
|--|--------------------------|----------------------------|---------------------------------|---------------------------|------------------------|
| Délibération D2022_06_06 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA COOPERATIVE DE L'ECOLE POUR L'ANNEE 2022-2023 | | | | | |
| Nature de la délibération | | 7.10.1 | | | |
| Session du | 3° TRIMESTRE 2022 | | | 1° TOUR DE SCRUTIN | |
| Séance du | 15 SEPTEMBRE 2022 | Quorum : 8 | POUR : 15 | CONTRE : 0 | ABSTENTIONS : 0 |
| Scrutin ordinaire – public – secret | | <u>Si scrutin public :</u> | A(ont) voté contre : | | |
| | | | S'est (se sont) abstenu(e)(s) : | | |

SUR le rapport du Maire :

La Commune a reçu une demande (traditionnelle) de subvention de la Coopérative scolaire de l'école pour l'année 2022/2023. L'association sert à l'Ecole pour acquérir divers matériels et équipements de faible valeur (livres, matériel pédagogique, ...), pour le fonctionnement ou pour favoriser la mise en œuvre du projet d'école. Depuis plusieurs années (hors revalorisation exceptionnelle pour des projets particuliers, par exemple l'achat d'écrans plats informatiques pour l'année scolaire 2013/2014) la Commune alloue la somme de 1 200 €.

Les crédits nécessaires étant inscrits au budget et cette somme ayant déjà été envisagée lors de l'attribution de subventions aux diverses associations, il est proposé au Conseil Municipal de lui verser une subvention de 1 200 €.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°D2022_03_02 du Conseil Municipal du 24 mars 2022, portant budget primitif 2022,

CONSIDERANT que cette subvention permet à l'équipe enseignante d'acquérir des matériels et petits équipements pour le fonctionnement et favoriser la mise en œuvre du projet pédagogique

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
ADOpte

ART. UNIQUE : I. Il est décidé l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour la COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE pour l'année 2022-2023, d'un montant de mille deux cent euros (1.200,00 €).

II. Les présentes dépenses seront imputées sur les crédits de la section de fonctionnement du Budget 2022 :

- compte 6574 « subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et autres organismes de droit privé »

QUESTIONS ORALES ET INFORMATIONS DIVERSES

Virement de crédits entre chapitres (prévu par la nouvelle nomenclature M57) : de 580 € depuis le chapitre 23 vers le chapitre 10 en dépenses d'investissement.

Dossiers de demande de subvention déposés auprès des services de la Région : pour la pumtrack et l'extension et cuisine du café 648.

Choix d'un membre du conseil pour siéger à l'association Office de tourisme Môle et Brasses : Carole GRILLET-AUBERT

Partage du produit de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal : Jusqu'alors facultatif, il a été rendu obligatoire par la loi de finances pour 2022, chaque commune de la CC4R devrait donc lui reverser 1 % du produit perçu (hors taux majoré).

Plus rien n'étant à l'Ordre du Jour, la séance est levée à 21 heures 00

Le Maire,
Luc PATOIS

Le Secrétaire de séance,
Alain PERRET